

Fiche 4 – Trump 2.0 et l'USAID : fin de la solidarité internationale ou nouvelle approche transactionnelle ?

Dès le début de son second mandat, l'administration Trump a engagé une rupture majeure dans la politique d'aide internationale des États-Unis, désormais subordonnée à la doctrine « America First », avec une remise en cause brutale de l'USAID, des financements aux ONG et de nombreux engagements multilatéraux. Ce tournant ne marque pas la fin de la coopération internationale états-unienne, mais sa recomposition autour d'intérêts stratégiques plus explicitement assumés.

A RETENIR

- Les États-Unis ont réduit leur aide publique au développement de 57 % en 2025 (soit 37 milliards de dollars) et se sont retirés de 66 organisations internationales début 2026.
- La politique de l'administration Trump ne signe pas un retrait total de l'engagement américain à l'international, mais **la fin d'un modèle**.
- Elle substitue à cette approche une **aide réduite et sélective, explicitement mise au service d'intérêts dits « nationaux »** au prix de lourdes conséquences humaines, **notamment dans les contextes de crises humanitaires et de conflits**, ainsi qu'en matière de droits des femmes et des personnes LGBTQIA+, de santé et de climat.
- Le revirement américain fragilise l'ensemble du secteur du développement et de la solidarité internationale, en remettant en cause les fondements d'un écosystème essentiel à des millions de personnes à travers le monde, désormais contraint de se réinventer.

Faits et chiffres

Le premier jour de son investiture, le 20 janvier 2025, Donald Trump a ordonné par décret la suspension pour trois mois des activités de l'USAID, principale agence américaine de développement. À l'issue de cette période, près de 50 % du portefeuille de l'USAID, soit 76,5 milliards de dollars, ont été supprimés, avant le démantèlement définitif de l'organisation sous l'impulsion d'Elon Musk et du DOGE, le *Department of Government Efficiency*.

Jusqu'ici, l'USAID était le **bras opérationnel** de la politique de développement américaine. À travers elle, les États-Unis occupaient une place prépondérante dans l'architecture mondiale des financements du développement – **près d'un tiers des montants engagés dans le monde** - dont **42 % des financements humanitaires mondiaux**. Ainsi, l'APD des États-Unis a baissé de 57 % en 2025, soit une chute de 37 milliards de dollars en un an : la plus forte réduction en volume jamais enregistrée pour un donateur. Les États-Unis se placent désormais au dernier rang des 34 pays donateurs du CAD de l'OCDE en volume de leur richesse redistribuée et au deuxième rang en volume des montants alloués.

Le budget fédéral des États-Unis promulgué en février 2026 entérine un plafonnement partiel des coupes à 16 %, au lieu des 50 % initialement envisagés, ce qui préserve **environ 50 milliards de dollars** de financement annuel. Pour autant, l'administration Trump **maintient une politique de coopération internationale, tout en la recentrant sur les « intérêts américains »**. La Development Finance Corporation (DFC), banque publique de développement créée sous le premier mandat de Donald Trump, a été considérablement renforcée. Chargée de financer des projets privés via des prêts (y compris hors des pays en développement, donc en dehors du périmètre de l'APD), son plafond d'engagement est passé fin 2025 de 60 à 205 milliards de dollars. Une évolution qui marque le **basculement de la politique de solidarité internationale américaine vers une logique transactionnelle assumée**.

En creux, plusieurs priorités sanitaires majeures sont désormais moins soutenues ou totalement remises en cause : **planification familiale, nutrition, santé maternelle et infantile, mais aussi santé sexuelle et reproductive**. À chaque retour des Républicains au pouvoir depuis Ronald Reagan, la « *Mexico City Policy* »,

La stratégie « America First Global Health » publiée en septembre 2025 assume cette rupture :

- Recul massif des financements transitant via les ONG et les organisations internationales, jugées coûteuses, inefficaces et à l'agenda politiquement marqué ;
- Priorité à des **accords bilatéraux pluriannuels** directement conclus avec les gouvernements partenaires en échange de contreparties ;
- Concentration des moyens sur les **maladies infectieuses, la surveillance épidémiologique** et les systèmes de données.

dite « Global Gag Rule », est rétablie : elle prive de financements américains les ONG internationales intervenant en matière d'avortement, même lorsque ces activités sont financées par d'autres bailleurs. L'administration Trump en a étendu le champ à ce qu'elle qualifie d'« idéologie du genre » et aux politiques de diversité et d'inclusion (DEI).

À ce jour, **24 pays africains ont signé des accords bilatéraux avec les États-Unis**. Un point sensible de ces accords concerne le partage direct avec Washington de données sur des maladies à potentiel épidémique, auparavant transmises à l'OMS dans un cadre de coopération multilatérale. Ces accords bilatéraux soulèvent des questions de gouvernance et de souveraineté : **qui fixe les priorités et qui capte les bénéfices**, notamment lorsque des données sensibles sont en jeu ?

Début 2026, **les États-Unis ont également annoncé leur retrait de 66 organisations internationales, dont 31 du système des Nations unies**. Dès 2025, Washington s'était déjà retiré de l'OMS, de l'Unesco, de l'Accord de Paris sur le climat et du Conseil des droits de l'Homme. Parmi les domaines les plus affectés figurent les **droits des femmes, la santé sexuelle et reproductive, l'accès à la vaccination** ainsi que le climat.

Ces décisions confirment **un désengagement assumé du multilatéralisme au profit d'accords bilatéraux**, jugés plus contrôlables et alignés sur les « intérêts nationaux ». Toutefois, **en santé comme pour le climat, une approche strictement bilatérale se heurte à la nature transfrontalière des défis**. Ces enjeux requièrent des réponses coordonnées qu'aucun État, y compris les États-

Unis, ne peut garantir seul, comme en témoigne leur soudain appui à la réponse internationale face à la résurgence de la souche Bundibugyo du virus Ebola. Ils ont apporté 270 millions de dollars en soutien à la réponse à l'épidémie et contribuent aux efforts de recherche d'un vaccin et d'un traitement.

Les conséquences du revirement américain en matière d'aide internationale à la loupe

En 2025, les États-Unis ont réduit de 67 % leurs financements en santé mondiale, supprimant plus de 9 milliards de dollars. Après vingt-cinq ans de position dominante, les États-Unis ont cessé d'être le premier contributeur international en santé.

Selon une projection publiée dans The Lancet, réalisée par dix instituts de recherche, le démantèlement de l'USAID pourrait entraîner **14 millions de décès supplémentaires d'ici 2030, dont 4,5 millions d'enfants de moins de cinq ans**, en raison de l'interruption de programmes de santé essentiels. Dans de nombreux pays, le retrait américain provoque déjà des ruptures dans les services de santé. Au-delà de la santé, les coupes ont affecté l'aide alimentaire, l'assistance aux personnes déplacées et la réponse aux catastrophes naturelles, fragilisant l'ensemble de l'architecture humanitaire internationale.

- ➔ Au cours de la seule année 2025, plus de 750 000 décès, dont 500 000 enfants de moins de cinq ans, seraient liés à l'arrêt des financements de l'USAID.
- ➔ Premier bailleur historique de Gavi, l'Alliance du vaccin, les États-Unis n'ont (jusqu'à nouvel ordre) pas renouvelé leur financement à l'organisation, qui ambitionnait jusqu'alors de vacciner 500 millions d'enfants d'ici 2030.
- ➔ Dans la région du **Tigré en Éthiopie**, environ 2,4 millions de personnes dépendaient de l'aide américaine. La suspension a entraîné l'arrêt de programmes de nutrition, de vaccination et d'accès aux médicaments, ainsi que le **licenciement de 5 000 agents de santé**.
- ➔ Des situations comparables ont été rapportées en Haïti, en Afrique du Sud et ailleurs, avec la suspension de services essentiels, y compris pour les survivantes de violences sexuelles.

Ce revirement brutal engendre un impact particulièrement sévère sur les droits des femmes. Avant 2025, l'USAID fournissait environ 35 % des contraceptifs des chaînes d'approvisionnement mondiales et soutenait **23 pays**. Les financements interrompus permettaient en moyenne à **plus de 130 000 femmes par jour** d'accéder à des contraceptifs. La rupture de ces flux a entraîné une dégradation de l'accès aux services.

Une étude des Nations unies souligne que l'arrêt des financements américains aux **Enquêtes démographiques et de santé (DHS)**, qui fournissent jusqu'à **50 % des données sur la mortalité infantile** dans les pays les moins avancés et en Afrique subsaharienne, menace le suivi statistique, donc la capacité à piloter les politiques publiques et à mesurer leur efficacité.

Regards et témoignages

« **C'est une décision qui flatte le nationalisme sectaire et l'hostilité à l'étranger. Le chacun pour soi devient la règle. Ce n'est pas « America first » mais « America only » ! Cette décision concrétise des tendances présentes dans le monde entier, elle entretient un climat de méfiance et de paranoïa déjà à l'œuvre.** » Rony Brauman, ancien président de Médecins sans frontières, 28 mars 2025, interview dans Le Monde.

« L'image de l'homme le plus riche du monde tuant les enfants les plus pauvres du monde n'est pas belle à voir », Bill Gates accuse Elon Musk of 'killing' children with USAID cuts, Financial Times

« L'Administration des États-Unis d'Amérique a été extrêmement généreuse pendant de nombreuses années et, bien entendu, elle a le droit de décider à quoi elle apporte son soutien, et dans quelle mesure. **Mais les États-Unis d'Amérique doivent également s'assurer que, s'ils retirent le financement direct des pays, ils le font d'une manière ordonnée et humaine afin que les pays**

puissent trouver d'autres sources de financement. » Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de

l'OMS, 17 mars 2025, conférence de presse.

« Le système américain d'aide internationale, dans son secteur comme dans son administration, n'est pas aligné avec les intérêts des États-Unis et se révèle, dans de nombreux cas, contraire aux valeurs américaines. » Décret du 20 janvier 2025, site web de la Maison Blanche, traduction non officielle.

Je vais vous dire comment prendre au sérieux la sécurité des vaccins : il faut prendre en compte les meilleures données scientifiques disponibles, même lorsque celles-ci contredisent les paradigmes établis. Tant que cela ne sera pas le cas, les États-Unis ne contribueront pas davantage à Gavi. » Robert Kennedy Jr, ministre américain de la Santé, 25 juin 2025, dans une vidéo destinée aux participants d'une conférence de Gavi, l'Alliance du vaccin à Bruxelles.

« [Le changement climatique] est la plus grande escroquerie jamais perpétrée dans le monde. » Donald Trump, 23 septembre 2025, Discours à l'Assemblée Générale des Nations unies.

Pour aller plus loin

- Les conséquences de la nouvelle présidence de Donald Trump sur le développement international : décryptage, Focus 2030
- «What is the Global Gag Rule ? », MSI Reproductive Choices
- Les effets du gel des financements américains sur les programmes de planification familiale, Guttmacher Institute
- Les anticipations sur la baisse des financements de la solidarité internationale en 2025, OCDE
- L'étude sur les conséquences des coupes américaines, françaises, allemandes et britanniques combinées, The Lancet
- « Trump ordonne le retrait des États-Unis de soixante-six organisations internationales », Le Monde
- Enquête sur les conséquences du gel des financements américains dans la lutte contre le VIH, Coalition Plus

EXPERTISE 2030

Vous souhaitez interviewer ou bénéficier d'un éclairage sur l'aide publique au développement ?

Identifiez et contactez des experts via Expertise 2030, le répertoire des spécialistes des enjeux de développement et de solidarité internationale.